

Au Mozambique, la diplomatie militaire de Kigali

En envoyant des forces combattre les djihadistes en Afrique australe, le Rwanda étend sa zone d'influence

REPORTAGE

CABO DELGADO (MOZAMBIQUE) -
envoyée spéciale

Devant l'entrée de l'hôtel Amarula, un bout de chaussure dépasse, sous une couche de sable et de feuilles de manguiers. C'est là qu'ont été enterrées à la va-vite une dizaine de personnes décapitées, dont des expatriés, rattrapés par les djihadistes alors qu'elles tentaient de fuir l'attaque de la ville de Palma, dans le nord du Mozambique, en mars. Un exemple parmi tant d'autres des atrocités perpétrées par les insurgés de la province de Cabo Delgado, qui ont laissé derrière eux une région totalement dévastée.

La prise meurtrière de Palma, le 24 mars, a braqué les projecteurs du monde entier sur l'insurrection des islamistes d'Ansar Al-Sunna, connus localement sous le nom de « Chabab », passés à la lutte armée en 2017. Un mois plus tard, le géant français de l'énergie Total évoquait un cas de « force majeure » pour interrompre son mégaprojet gazier, évalué à plusieurs milliards d'euros et situé à 10 km seulement de Palma, dans la péninsule d'Afungi.

Aujourd'hui, la zone est quadrillée par les forces mozambicaines et rwandaises. En juillet, Kigali a en effet envoyé un millier de militaires et de policiers pour aider Maputo à lutter contre le groupe djihadiste affilié à l'organisation Etat islamique (EI). Ils sont déployés dans les districts de Palma et de Mocimboa da Praia, où ils ont récemment revendiqué la reconquête de plusieurs bastions des insurgés.

« Ceci montre ce que nous sommes capables de faire avec des ressources limitées », a déclaré le président rwandais, Paul Kagame, en déplacement dans le Cabo Delgado, samedi 25 septembre, devant plusieurs médias – dont *Le Monde Afrique* – conviés à visiter les villes et villages reconquis. Son homologue mozambicain, Filipe Nyusi, est quant à lui resté prudent : « Aujourd'hui, nous ne célébrons pas une victoire. Nous entrons dans une phase de consolidation », a-t-il précisé lors d'une conférence de presse.

A Palma, six mois après l'attaque, la vie reprend peu à peu

Un enfant passe derrière une patrouille de l'armée rwandaise, dans le camp de déplacés de Quitunda, dans le nord du Mozambique, le mercredi 22 septembre.

SIMON WOHLFAHRT
POUR « LE MONDE »



parmi les décombres. Un petit marché a rouvert au milieu des stations essence détruites, des banques saccagées et des bâtiments en ruine. « On essaie de trouver des produits et de les vendre pour survivre. Mais les prix ont beaucoup augmenté. La paix revient, mais pas l'argent », souffie Amhadi devant son petit stand, déplorant la perte de nombreux membres de sa famille, tués ou partis se réfugier ailleurs.

« Nous étions des esclaves »

Selon les estimations des organisations humanitaires, la crise de Cabo Delgado a fait environ 3000 morts et 800000 déplacés. Certains d'entre eux commencent à rentrer dans le district de Palma, mais restent traumatisés par les horreurs qu'ils ont subies. « Quand les djihadistes viennent dans les villages, ils forcent les femmes à rester assises et à regarder pendant qu'ils tuent les hommes. Même si c'est ton frère, même si c'est ton mari », explique la jeune Wanamisi, occupée à faire bouillir

des coquillages sous un manguier. Elle est restée cachée dans la forêt pendant des semaines. C'est la faim qui l'a poussée à rentrer chez elle il y a un mois.

« Nous reprenons confiance petit à petit, mais nous avons toujours peur », ajoute-t-elle en lançant un regard à un soldat rwandais posté non loin de là. La situation sécuritaire reste en effet très volatile, selon une source humanitaire. Et le premier lot d'aides des Nations unies n'a atteint la ville de Palma que le 20 septembre.

L'armée rwandaise assure avoir tué au moins une centaine de djihadistes et perdu seulement quatre hommes de son côté. « Nous avons combattu les insurgés dans plusieurs de leurs positions défensives sur les axes menant vers la ville de Mocimboa da Praia, qui était un de leurs bastions, un lieu stratégique pour leurs voies de communication maritimes », explique le colonel Ronald Rwivanga, porte-parole de l'armée rwandaise. Reprise le 8 août, Mocimboa da Praia est aujourd'hui une ville fantôme,

complètement détruite. Sur le port, des camions calcinés sont tagués des mots « Chabab » et « Allahu Akbar ».

Une dizaine de jours plus tard, les forces mozambicaines et rwandaises s'emparaient de Mbau, plus au sud. « C'est de là que certains chefs terroristes lançaient leurs opérations dans le reste de la région. Le commandant de leur aile militaire, Ibn Omar, vivait ici. C'est là qu'il endoctrinait les gens », détaille le major Steven Kuraba. Ibn Omar, également connu sous le nom de Bonomade Machude Omar, a été ajouté le 6 août à la liste des terroristes mondiaux de Washington en tant que chef du département militaire et des affaires étrangères de l'organisation Etat islamique au Mozambique.

A Mbau, Ansar Al-Sunna aurait également détenu des femmes, capturées dans des villages de la région. « Nous étions des esclaves. On devait trouver de la nourriture, faire la cuisine, la vaisselle, la lessive. Et puis coucher avec eux, sinon on risquait la mort », se souvient

En mars, la prise meurtrière de Palma a braqué les projecteurs sur l'insurrection des islamistes d'Ansar Al-Sunna

Martha Estevao, rencontrée dans un gymnase à Pemba, la capitale de la province, quelques semaines après avoir réussi à s'échapper. « Ils tuent les gens de sang-froid. Ils n'ont aucune pitié. Ils disent qu'ils se battent pour Dieu mais c'est un mensonge. C'est seulement du banditisme », lâche-t-elle.

Selon l'armée rwandaise, les insurgés se sont repliés au sud du fleuve Messalo, vers le parc national des Quirimbas, une zone où sont déployées les forces régionales de la Communauté de développement de l'Afrique australe. « Ils ont essentiellement repoussé

les djihadistes en les délogeant des villes importantes. Mais le nombre d'armes saisies et d'insurgés éliminés ou capturés reste modeste. Donc la guerre va continuer et probablement se transformer en une guérilla typique : des confrontations plus nombreuses avec des petits groupes de djihadistes dispersés sur un territoire plus grand », estime Eric Morier-Genoud, professeur d'histoire africaine à la Queen's University de Belfast.

Une zone riche en gaz et en rubis
Des questions se posent maintenant sur les motivations de cette opération rwandaise dans une zone riche en gaz et en rubis, traditionnellement hors de la zone d'influence de Kigali. Les soldats rwandais sont postés autour du site de Total, pour l'instant essentiellement composé de logements – presque tous vides – pour les quelques milliers de contractuels chargés de construire l'usine de gaz naturel liquéfié. Aucun employé n'est revenu depuis l'interruption du projet en avril. « Les Rwandais sont très professionnels. Du moment qu'ils restent ici, tout va bien. Mais dès qu'ils se retireront, on reviendra à la case départ », affirme une source en contact régulier avec le groupe français.

Paul Kagame, qui a assuré que ses troupes n'étaient pas là pour « protéger des projets privés », n'a pas annoncé de date de retrait de son armée lors de sa récente visite au Mozambique. « On risque d'assister à un changement géopolitique dans la région si le Mozambique, traditionnellement dans la sphère d'influence de la SADC et de l'Afrique du Sud, entre dans celle du Rwanda », décrypte Eric Morier-Genoud. Kigali et Maputo semblent en tout cas déjà approfondir leurs relations économiques. La semaine dernière, Paul Kagame et Filipe Nyusi ont signé un accord de coopération dans les secteurs du commerce et de l'investissement, avant d'assister à un défilé militaire des forces mozambicaines dans un stade de Pemba. Dans les gradins, le public brandissait des drapeaux à l'effigie des deux présidents. ■

LAURE BROULARD

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

La famille de l'argentier du génocide rwandais veut sa part du butin

Les enfants de Félicien Kabuga, qui attend d'être jugé à La Haye pour crimes contre l'humanité, réclament le déblocage de leurs avoirs

LA HAYE - correspondance

Traquer l'argent, bloquer les fonds : c'était l'obsession de l'ancienne procureure du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), Carla Del Ponte. La magistrate suisse espérait ainsi faire tomber sa cible numéro un, Félicien Kabuga, le grand argentier du génocide des Tutsi au Rwanda. Il a fallu attendre le 16 mai 2020 pour que le fugitif soit finalement cueilli par la brigade antiterroriste dans un appartement d'Asnières-sur-Seine, en banlieue parisienne. C'est la filature de ses enfants, pendant des mois, qui a conduit les policiers jusqu'à sa planque.

Depuis, Félicien Kabuga attend d'être jugé pour génocide et crimes contre l'humanité à La Haye. Il doit répondre de la création d'un fonds destiné à soutenir l'armée et les milices qui ont massacré entre 800 000 et 1 million de personnes sur les collines rwandaises en 1994. Une audience préliminaire doit se tenir le 6 octobre, qui décidera de la date du procès.

Mais, parallèlement à cette procédure, se joue une autre bataille : depuis mi-avril, six des treize enfants de l'homme d'affaires – ainsi que son ancien gendre et sa sœur – réclament le dégel de leurs comptes en banque et de ceux de leur père, bloqués depuis vingt ans. La fortune de Félicien Kabuga, démarrée dans les plantations de thé et alimentée par la prédation des entreprises semi-publiques rwandaises, est estimée à au moins 20 millions de dollars (17 millions d'euros) par la justice internationale.

A La Haye, le procureur du TPIR, Serge Brammertz, s'oppose à la demande des enfants. Il fait valoir que si les avoirs de la famille Kabuga étaient débloqués, ils pourraient permettre d'acheter des témoins et de détruire les preuves du procès. Et si le tribunal ne prévoit aucune réparation pour les victimes des accusés condamnés, le procureur rappelle qu'elles pourraient, dans l'affaire Kabuga, utiliser une éventuelle condamnation de l'ancien notable pour se tourner vers les justices nationa-

La famille de l'homme d'affaires assure que les sommes déposées sur les comptes gelés ne proviennent pas de source criminelle

les, du Rwanda et d'ailleurs, et obtenir des dédommagements.

Cette bataille a commencé il y a plus de deux décennies. Une première perquisition visant les biens de l'homme d'affaires avait été conduite par la brigade antiterroriste en novembre 1999, dans un appartement du 13^e arrondissement de Paris. Des comptes avaient ensuite été gelés en France et en Belgique, à la BNP (aujourd'hui BNP Fortis Bank) ainsi qu'à la Central Bank of Kenya. Une propriété au Kenya, en-

registrée au nom de Félicien Kabuga et de son épouse, Joséphine Mukazitoni, décédée en 2017, avait également été saisie.

Les recours intentés par les proches depuis des années devant les justices de Nairobi, Bruxelles et Paris ont tous échoué. A chaque fois, la famille s'est vue rétorquer que les autorités avaient agi dans le cadre de leurs obligations de coopération avec la justice internationale.

« C'était un cadeau »

Dans leur requête d'avril, les enfants Kabuga assurent que les sommes déposées sur les comptes gelés ne proviennent pas de source criminelle. L'aîné de la fratrie, Donatien Nshimyumuremyi, déclare avoir reçu les fonds de son père en août 1994. Félicien Kabuga avait fui le Rwanda et rejoint la Suisse en juin 1994, espérant y obtenir l'asile. Expulsé vers la République démocratique du Congo (le Zaïre, à l'époque), l'homme d'affaires avait pu, avec son escorte policière, faire une halte au comptoir de l'UBS à Genève et virer les som-

mes sur le compte de son fils aîné. Ces fonds n'ont pas été transférés « dans l'intention de les dissimuler au TPIR », soutient M. Nshimyumuremyi dans sa requête au tribunal, en faisant valoir que le TPIR n'a été établi, par l'ONU, qu'en novembre de cette année-là, et que Félicien Kabuga a été inculpé trois ans plus tard.

« C'était un cadeau de mon père, qui avait accumulé ces fonds au cours de sa carrière », assure-t-il. Les fonds auraient permis d'acheter une résidence pour l'épouse de M. Kabuga et la famille. Une partie est aussi transférée à ses frères. Quant aux comptes conjoints ouverts par le couple en France et au Kenya, M. Nshimyumuremyi affirme que « ces fonds provenaient des bénéfices de l'entreprise que [son] père et sa femme exploitaient ».

Le procureur Brammertz refuse aussi de restituer, avant la clôture de l'affaire, les biens saisis lors de l'arrestation de Félicien Kabuga le 16 mai 2020. Ce jour-là, les appartements parisiens de deux des enfants avaient été perquisitionnés.

Les policiers y ont notamment récupéré quinze téléphones portables, deux cartes SIM, huit ordinateurs et tablettes, trente-deux lecteurs externes et dix-huit cassettes vidéo. S'ils étaient débloqués, les fonds pourraient aussi servir à régler les honoraires de l'avocat de l'homme d'affaires, Emmanuel Altit. Félicien Kabuga est considéré indigent et son conseil est payé par le tribunal. Or, l'accusé pourrait avoir à rembourser l'addition, a expliqué le greffier au mois de juillet.

Depuis, Félicien Kabuga, qui ne s'entend plus avec son avocat, réclame sa révocation. Il souhaite désigner à la place l'Américain Peter Robinson. Les juges s'y sont jusqu'ici opposés. Le tribunal court après le temps pour juger un accusé de 87 ans, à la santé passablement dégradée. Il a été jusqu'ici impossible de le transférer vers l'antenne rwandaise du TPIR à Arusha, en Tanzanie, où il aurait dû être jugé. Un changement d'avocat ralentirait sûrement l'avancée du dossier. ■

STÉPHANIE MAUPAS